

Conférence ministérielle de l'AIEA : l'énergie nucléaire au XXIème siècle

Déclaration de M. François JACQ,

Administrateur général du CEA

(Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives)

Chef de la délégation française,

représentant de la ministre de la Transition énergétique

Madame la Présidente,

Depuis la précédente conférence ministérielle de l'AIEA sur l'énergie nucléaire qui s'était tenue en 2017 à Abou Dhabi, le monde de l'énergie a connu des bouleversements radicaux :

- L'opinion mondiale et les décideurs ont acté la nécessité de décarboner nos énergies ;
- face à cette obligation, de plus en plus de pays, relancent, ont recours ou aspirent, à l'énergie nucléaire dans leur mix énergétique. Le meilleur exemple en est le pays hôte de cette conférence, que je remercie encore de son accueil ;
- les SMR, qui n'étaient souvent qu'un concept en 2017, sont présents dans toutes nos discussions ; [il nous appartient de matérialiser ce concept avec des projets concrets performants, sûrs et abordables] ;
- enfin et surtout, la guerre lancée par la Russie en Ukraine, au-delà du drame humain qu'elle représente, nous oblige à réduire notre dépendance au gaz russe et à nous tourner rapidement vers des énergies propres, à des prix accessibles pour nos concitoyens.

La réponse la plus urgente à apporter pour contribuer à la stabilité internationale est que la Russie cesse son agression contre l'Ukraine qui constitue une violation flagrante du droit international.

Face à ces bouleversements graves et profonds, la France poursuit une politique énergétique au service de la sécurité d'approvisionnement et d'objectifs ambitieux en matière environnementale et climatique, structurés autour de l'atteinte de la neutralité

carbone à l'horizon 2050. La stratégie énergétique et climatique française adoptée en 2019 sera révisée à partir de 2023 pour tenir compte de ce nouveau contexte.

La France considère l'énergie nucléaire comme une technologie clé pour atteindre la neutralité carbone à horizon 2050. En effet, cette technologie est non seulement l'une des sources d'énergie les plus décarbonées tout au long de son cycle de vie, mais elle constitue également un moyen de production stable et pilotable, permettant une gestion fiable du réseau et une sécurité d'approvisionnement élevée.

Le Président de la République Emmanuel Macron a ainsi annoncé en février 2022 son souhait de lancer un nouveau programme de construction de 6 nouveaux réacteurs nucléaires de type EPR2 en complément de la poursuite du développement massif de sources d'énergie renouvelables. La mise en service du premier réacteur est envisagée à l'horizon 2035-2037. Le Président de la République a également indiqué souhaiter que les réacteurs nucléaires actuels poursuivent leur fonctionnement tant que les plus hautes exigences de sûreté applicables sont respectées.

La France travaille actuellement sur les leviers d'accélération de la mise en œuvre de cet ambitieux programme, tout en garantissant les principes fondamentaux s'agissant de la sécurité, de la santé et de la protection de la nature et de l'environnement. En parallèle, l'Etat se structure pour coordonner les procédures et s'assurer du respect des coûts et des délais des chantiers de ce programme par le maître d'ouvrage.

La place de l'énergie nucléaire dans le mix énergétique français au XXIème siècle doit également être confortée par une large association du public. Une large concertation nationale sur le mix énergétique a été lancée le 20 octobre et, dès demain, s'ouvrira un débat public sur le programme de construction de nouveaux réacteurs en France.

Le Gouvernement français soutient aussi résolument la modernisation et l'innovation de la filière nucléaire, et a décidé, dès septembre 2020, de lui allouer 470 M€, permettant le renforcement des compétences dans la filière, les projets de modernisation industrielle, de relocalisation et de recherche et développement.

Le plan d'investissement France 2030, annoncé en fin d'année 2021, confirme et complète le soutien du Gouvernement pour l'innovation au sein de la filière nucléaire: un soutien public supplémentaire d'1 Md€ est destiné, d'une part, au projet français de petit réacteur modulaire (SMR) Nuward en vue de démarrer la construction d'une première unité à l'horizon 2030 et, d'autre part, aux projets de réacteurs innovants.

La recherche et l'innovation autour de concepts de rupture doivent permettre, dans une logique d'amélioration continue, d'apporter des réponses aux enjeux propres à la filière nucléaire, par exemple en matière de compétitivité, de sûreté, de sécurité, de gestion du combustible nucléaire ou de réduction de la quantité et de l'activité des déchets radioactifs.

L'intérêt pour l'option nucléaire, je l'ai dit en ouverture, se renforce partout dans le monde, comme en attestent les nouveaux projets de construction et les réflexions engagées par des pays peu ou pas nucléarisés.

La France continuera à promouvoir ses atouts dans les forums internationaux sur le climat et l'énergie. Elle se tient également prête à faire bénéficier de son expertise les Etats qui font le choix de l'énergie nucléaire, dans le cadre de coopérations intergouvernementales et dans le respect des standards les plus élevés en matière de sûreté, de sécurité, de non-prolifération et de préservation de l'environnement.

Au sein de l'Union européenne, la France défend les énergies décarbonées, et en particulier l'énergie nucléaire. Elle a soutenu, en partenariat avec d'autres Etats membres, l'inclusion du nucléaire dans la taxonomie européenne afin d'orienter les investissements vers la construction de nouveaux réacteurs et en faveur de la recherche et du développement.

Au même titre, la délégation française contribuera aux débats de cette conférence ministérielle. Elle remercie chaleureusement l'AIEA et son directeur général pour tous leurs efforts déployés à promouvoir le rôle de l'énergie nucléaire dans la lutte contre le changement climatique et la transition énergétique. Elle l'encourage à porter ce message dans les forums internationaux de haut niveau sur le climat et l'énergie, à Washington aujourd'hui ou lors de la prochaine COP27 organisée en Egypte.

Je vous remercie de votre attention.